

La désignation de l'ennemi

De l'utilité de l'adversité, et de ses limites...



Par Jean-François Fiorina
 Directeur
 de l'Ecole Supérieure
 de Commerce
 de Grenoble

Pour appréhender la complexité et l'incertitude du monde d'aujourd'hui, il faut en revenir aux démarches traditionnelles d'identification de l'ennemi.

Opposition russe "manipulée par l'étranger" ou figure d'un nouvel "élan démocratique", tensions entre militants pro-Kabila et pro-Tshisekedi en République Démocratique du Congo, gesticulations entre le "Grand Satan" américain et le parangon de l'"État-voyou" qu'est l'Iran, attaque à la bombe contre les soldats de l'ONU au Liban... L'actualité internationale met en scène une conflictualité qui renvoie au concept d'ennemi - et peu importe que ce dernier soit extérieur ou intérieur ! *"Pourquoi un ennemi ? Quel rôle social et politique joue-t-il dans les sociétés contemporaines ? Une identité doit-elle obligatoirement se construire contre "un Autre" ?"*, interroge Pierre Conesa, ancien directeur adjoint de la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) du ministère de la Défense. Les réponses à ces questions ne sont pas anodines : elles influencent directement la construction identitaire, les relations internationales et la mécanique guerrière.

Jusqu'à la fin de la guerre froide, le monde était bipolaire : démocratie de marché contre démocraties populaires, Alliance occidentale contre Pacte de Varsovie, capitalisme contre communisme. Lors de la conférence de Bandung (1955), le tiers-monde essaya bien de refuser l'alignement obligatoire sur l'un des deux blocs en présence. En vain. Les relations internationales restèrent structurées autour des deux super-grands, chacun connaissant ses amis et son ennemi. La dislocation de l'URSS en 1991 a remis en cause cet ordonnancement, confortable à bien des égards. *"Orphelin de cette antithèse"* (Pascal Bruckner), le monde voit l'histoire et la géographie reprendre leurs droits. Il en résulte de nouveaux conflits locaux (Yougoslavie, Somalie, Timor, Rwanda, Congo, Afghanistan, Irak, etc.) dont *"aucun paradigme global ne peut [...] donner une lecture facile sans expertise précise."* Pour appréhender la complexité et l'incertitude du monde d'aujourd'hui, *"il faudra donc revenir aux démarches traditionnelles d'identification de l'ennemi dans chacun des cas"*, prévient Pierre Conesa. Pourquoi ? Comment ? Et avec quels garde-fous ?

La définition de l'ennemi, fonction première du politique

Chez les Anciens, l'ennemi était confondu avec l'étranger. C'est, selon le portail lexical du CNRS, le membre d'une nation *"qui est objet et/ou agent d'hostilité, d'attaque armée, d'asservissement matériel et moral vis-à-vis [d'un membre] d'une autre nation (généralement pour des motifs de domination impérialiste et de profit)"*. Pour Carl Schmitt, juriste allemand controversé mais figure majeure de la pensée politique moderne, c'est *"l'État, unité essentiellement politique, [qui] dispose du jus belli, c'est-à-dire de la possibilité effective de désigner l'ennemi, le cas échéant, par une décision qui lui soit propre, et de le combattre."* L'avènement du politique est donc indissociable du processus de définition de l'ennemi. *"La distinction spécifique du politique, à laquelle peuvent se ramener les actes et les mobiles politiques, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi. Elle fournit un principe d'identification qui a valeur de critère, et non une définition exhaustive ou compréhensive."*

Un ennemi, c'est une provision d'avenir, une manière pour un groupe d'assurer sa cohésion, de se poser en s'opposant.

Fabriquer de l'ennemi rend bien des services et suppose diverses étapes : une idéologie stratégique donnée, un discours, des faiseurs d'opinion et enfin des mécanismes de montée à la violence.

Si l'ennemi est une notion relative, dictée par les impératifs du politique, peut-on dès lors imaginer s'en passer ?

Le philosophe Pascal Bruckner explique pour sa part : *"Un ennemi, c'est une provision d'avenir, une manière pour un groupe d'assurer sa cohésion, de se poser en s'opposant ; c'est aussi la meilleure façon de se réformer en corrigeant sans cesse l'image gauchie que l'autre lui tend. C'est enfin la certitude de durer à travers l'hostilité de l'autre qui, paradoxalement, nous conforte en nous niant."* Désigner l'ennemi permet au politique, sciemment ou non, de concentrer ses efforts sur la menace. Il alimente la cohésion du groupe en réaffirmant les valeurs qui le distinguent des autres. L'intérêt général prévaudrait de nouveau - à l'instar de l'"Union sacrée" qui avait rassemblé les Français au-delà de leurs profondes divergences à la veille du premier conflit mondial. L'ennemi a aussi la vertu d'occulter les autres problèmes de la communauté, voire de les rendre acceptables. Il dédouane l'autorité politique de sa responsabilité en la reportant le cas échéant sur l'adversaire. Surtout, l'ennemi donne un sens à la guerre. Sans ennemi véritable, l'anéantissement d'êtres humains au seul motif que le politique en ait donné l'ordre ne suffit pas. Attenter à la vie d'autrui est l'une des rares fautes faisant l'objet d'une condamnation morale et religieuse universellement partagée. Aucune idéologie, religion ou tradition ne saurait justifier en soi de tuer ou de se faire tuer. Dès lors, seule la survie ou la nécessité existentielle peut obliger un État à faire la guerre. Encore faut-il que celui-ci ait un ennemi véritable, même symbolique, et qu'il l'ait préalablement identifié comme tel.

Face aux multiples services que semble rendre un ennemi au politique, la tentation est donc grande d'en fabriquer un sur-mesure, soit pour échapper à la réalité, soit pour justifier du recours à la guerre.

Comment fabrique-t-on un ennemi ?

"Qui fabrique l'ennemi ? Depuis la révolution française, le souverain n'est plus le seul à décider de la guerre ou de la paix. La naissance des nationalismes et les conflits mondiaux du XX^e siècle supposent l'adhésion de l'opinion, facteur essentiel de la mobilisation guerrière", rappelle Pierre Conesa. *"Fabriquer de l'ennemi suppose diverses étapes : une idéologie stratégique donnée, un discours, des faiseurs d'opinion que nous appellerons des "marqueurs" et enfin des mécanismes de montée à la violence. Les "marqueurs d'ennemi" [...] ne sont pas les plus fins analystes de la situation, mais les plus influents."* On retrouve ici les *think tanks* dits stratégiques, les services de renseignement et les médias (presse et cinéma). Tous participent à la construction de l'ennemi commun. Sans eux, le politique peinerait à mobiliser contre un adversaire.

L'instrumentalisation, par les États-Unis, de la menace terroriste au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, illustre la construction *ex nihilo* d'ennemis. De quoi s'agit-il initialement ? D'un groupe islamiste djihadiste - *Al Qaïda* - qui a déclaré la guerre aux régimes arabes jugés corrompus ainsi qu'"aux Juifs et aux Croisés" qui les soutiennent. Pour cela, il use de l'arme du terrorisme depuis sa base arrière pakistano-afghane. L'ennemi était identifié, ses principaux alliés aussi. Mais rapidement, l'administration américaine a englobé dans sa fabrication de l'ennemi l'Irak de Saddam Hussein, l'Iran des Mollah et la Corée du Nord - soit le fameux "Axe du Mal". Effet d'opportunité, le 11 septembre a permis à Washington d'envisager une politique interventionniste conforme à sa vision du monde. En affirmant, dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 2002, que *"ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous"*, George W. Bush a défini une nouvelle partition de l'ordre international, structurée autour des seuls États-Unis, selon l'opposition ami/ennemi. Cette désignation artificielle de l'adversaire aboutira à la guerre en Irak (2003), qu'il faudra justifier par un mensonge, le régime de Bagdad ne constituant pas dans les faits une menace pour l'Amérique. Dans le même temps, on assiste à un activisme diplomatique de la part de Washington : intensification des relations avec le Pakistan, renouvellement de l'alliance avec l'Arabie saoudite ou encore rapprochement avec la Libye, avec cette fois une difficulté manifeste à classer ces États dans la nomenclature ami/ennemi. Avant-hier révolutionnaire à abattre, hier fidèle allié, aujourd'hui infâme tyran heureusement éliminé : le cas du colonel Kadhafi est exemplaire de la réversibilité du statut d'ennemi.

Si l'ennemi est une notion relative, dictée par les impératifs éventuellement changeants du politique, peut-on dès lors imaginer s'en passer ? En quelle mesure est-il vraiment nécessaire ?

Peut-on vivre sans ennemi ? Savoir raison garder

Le conseiller diplomatique de Gorbatchev, Alexandre Arbatov, avait prévenu les Américains en 1989 : *"Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi !" Pour Pierre Conesa, la disparition de l'URSS "a en effet entamé la cohésion de l'Occident et rendu plus vaine sa puissance."*

La plupart des démocraties contemporaines sont mal à l'aise avec le concept d'ennemi, car il sous-entend le recours potentiel à la violence armée. Ne pouvant cependant évincer totalement l'adversité, constitutive du ciment collectif, elles cèdent souvent à la tentation de lui trouver un substitut, un ersatz d'ennemi. Ainsi des concepts de "menaces diffuses" ou de "défis stratégiques" (nouvelles frontières spatiales, catastrophes environnementales, surpopulation, etc.) mis en avant par les États ou les organisations internationales qui se refusent à se doter d'un ennemi bien identifié. Ou encore des menaces sécuritaires globales (terrorisme, piraterie maritime...) érigées au rang d'ennemis. Au mieux, le terroriste et le pirate deviennent les piteux visages de l'ennemi des grandes puissances. Au pire, la menace restant conceptuelle, désincarnée, elle ne peut être combattue. L'Europe est un cas symptomatique de ce phénomène. "Entité sans ennemi, l'UE tente difficilement de construire une défense commune", remarque Pierre Conesa. Il est en effet malaisé de recueillir l'adhésion du plus grand nombre pour faire face à des abstractions.

On le voit, la désignation de l'ennemi reste une fonction politique éminente, même par défaut. Y renoncer ferait courir le risque de sombrer dans ce que Pascal Bruckner nomme la "mélancolie démocratique" : un état de bien-être vidé de son sens en l'absence d'oppression. "De là notre bovarysme politique qui nous incite à la fois à condamner avec vigueur les infamies commises outre-mer et à espérer secrètement la survie de quelques calamités", analyse le philosophe. Mais il convient de se préserver de deux écueils : la criminalisation de l'ennemi, qui tend à lui ôter sa qualité d'être humain, au risque de s'avilir soi-même et d'entretenir une confusion néfaste entre état de guerre et de paix ; et la tentation de se créer un ennemi artificiel, plastique et commode – mais irréel. Car la situation actuelle ne saurait occulter que certains adversaires restent bel et bien réels, et que leur hostilité n'a rien d'artificiel. ■

Pour aller plus loin : *La Fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, par Pierre Conesa, Éditions Robert Laffont, 360 p., 21 € ; *La notion de politique ; Théorie du partisan*, par Carl Schmitt, Éditions Flammarion, coll. Champs Classiques, 323 p., 8 € ; *La mélancolie démocratique - comment vivre sans ennemis ?*, par Pascal Bruckner, Éditions Seuil, coll. Points Actuels, 188 p., 7,50 €.

EXTRAIT :

Sur les exemples de fabrication de l'ennemi : "Les exemples de fabrication d'ennemis sont nombreux dans l'histoire. On a connu le "Péril jaune", géniale invention de Guillaume II pour justifier la participation de l'Allemagne au dépeçage de la Chine ; la "perfide Albion", accusation française contre la Grande-Bretagne qui l'empêchait de coloniser en paix ; le "complot judéo-maçonnique des ploutocrates" qui fleurit dans l'entre-deux-guerres, puis servit à justifier l'holocauste et les déportations avant de refaire sporadiquement surface... Mais la mécanique a-t-elle complètement disparu ? Le discours sur l'état de l'Union de George Bush, le 29 janvier 2002, désignant unilatéralement les trois pays de l'"axe du Mal", est un exemple contemporain de production artificielle d'ennemis par la plus puissante démocratie du monde ." (Pierre Conesa op. cit.)

Pourquoi CLES ? Comprendre Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.